



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 37 – 03 octobre 2022

Pays nordiques

Tensions en mer Baltique après les sabotages des gazoducs Nord Stream.

Les quatre fuites des gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 se trouvent toutes dans les eaux internationales, à l'intérieur des zones économiques de la Suède et du Danemark. Les dommages causés aux deux gazoducs Nord Stream sont survenus le même jour que l'inauguration d'un gazoduc entre la Norvège et la Pologne, le Baltic Pipe, d'une capacité de 10 milliards de m³ de gaz par an, construit pour réduire la dépendance des Européens au gaz russe. Les deux pipelines sous-marins étaient déjà à l'arrêt, les accidents n'ont donc pas d'impact immédiat sur l'approvisionnement gazier déjà très perturbé de l'UE. La Norvège, désormais premier fournisseur de gaz à l'UE, ainsi que le Danemark, ont annoncé qu'ils renforçaient les mesures de sécurité autour de leurs infrastructures.

Les pays nordiques dominent le classement de la Commission européenne sur l'innovation.

La Suède se maintient en 2022 en 1^{ère} place (qu'elle occupe depuis la création du classement en 2001), suivie par la Finlande et le Danemark. L'institution note par ailleurs une réduction de l'écart de performance entre les trois pays nordiques depuis 2015 (cf. graphique 1).

Selon la Commission, la Suède et la Finlande ont connu une amélioration substantielle de leur

performance depuis 2018, portée particulièrement par le dynamisme de leurs PME. En outre, elle attribue la performance du Danemark à des augmentations récentes de dépenses en capital-risque et autres dépenses d'innovation, au dynamisme des PME danoises et aux progrès en matière d'emploi dans les entreprises innovantes.

Graphique 1. Performance des *Innovation Leaders* en 2022, relative à la moyenne UE de 2015



Source : European Innovation Scoreboard 2022

Le classement de la Commission européenne se base sur 32 indicateurs répartis dans diverses catégories (dont conditions-cadres, ressources humaines, investissements publics et privés, activités des entreprises, impacts sociaux et environnementaux).

Danemark

L'inflation au plus haut depuis 1997. Le taux d'inflation au Danemark a atteint 9,9% en août (en glissement annuel), en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois de juillet (9,6% en glissement annuel). L'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) précise que l'inflation reste tirée par la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Par ailleurs, la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) appelle à un resserrement de la politique budgétaire compte tenu des risques latents de formation d'une spirale prix-salaires. Si elle tablait jusqu'ici sur un taux annuel moyen de croissance de 1,4% en 2023, la Banque centrale prévoit désormais que l'inflation atteindra 4,3% en moyenne en 2023. La Banque centrale maintient ses prévisions de croissance pour 2022 à hauteur de 2,0% mais prévoit une baisse du PIB de -0,1% en 2023.

Accord du Gouvernement et des partis du *Folketing* sur un paquet inflation, dit « d'aide hivernale ». Présentée plus tôt dans le mois par le ministre des Finances, la proposition du Gouvernement a finalement fait l'objet d'un large accord au Parlement. Parmi les mesures phares figure notamment le gel temporaire d'une partie des factures énergétiques (électricité, gaz et chauffage urbain) des ménages et des PME, au-delà d'un certain montant, calculé par rapport aux prix pratiqués pendant une période de référence (quatrième trimestre 2021 pour l'électricité et le gaz, par exemple). L'accord prévoit, entre autres, une baisse temporaire de la taxe sur l'électricité au taux minimum autorisé par la législation européenne, une augmentation exceptionnelle de l'allocation pour enfants et jeunes en 2023 (+660 DKK par enfant, soit 90€) ainsi qu'un renforcement du fonds destiné à soutenir l'expansion du chauffage urbain, avec des enveloppes supplémentaires de 150 M DKK (20 M€) en 2022 et de 100 M DKK (13 M€) en 2023.

Proposition du Gouvernement pour verdir le transport aérien. Le Gouvernement vise l'ouverture d'une première ligne domestique verte en 2025 et la neutralité carbone de tous les vols intérieurs dès 2030. Pour y parvenir, le Gouvernement propose d'allouer une enveloppe de 1,8 Md DKK (240 M€) au développement du transport aérien écologique. Concrètement, des subventions seraient introduites, et le projet de première ligne intérieure 100% verte serait attribué à l'issue d'un appel d'offres, auquel pourront participer les entreprises aéronautiques et les producteurs et fournisseurs d'énergie. Le financement de la transition du secteur proviendrait d'une taxe de 13 DKK (1,7€) par passager, appliquée à l'ensemble des vols intérieurs et internationaux au départ des aéroports danois. Le projet fera l'objet de négociations au *Folketing* (Parlement).

Un nouveau gisement pétrolier et gazier devrait être mis en production en 2023. L'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) a approuvé un plan d'INEOS pour l'expansion du champ de Solsort en mer du Nord, à environ 250 km du Danemark. Selon les prévisions de l'Agence de l'Énergie, la production du nouveau gisement devrait représenter environ 12% de la production totale de pétrole et près de 5% de la production totale de gaz du Danemark en 2024.

Le Gouvernement va autoriser à nouveau l'élevage de visons. Du fait d'une mutation du Covid-19 détectée sur des visons, le Gouvernement avait ordonné l'abattage – très critiqué par l'opposition et une grande partie de la population – de l'ensemble des 17 millions de visons au Danemark en 2020. Le Parlement avait également mis en place, par la suite, une interdiction temporaire de l'élevage de visons pour des raisons de santé publique. Se basant sur les

évaluations des autorités vétérinaires et sanitaires, le Gouvernement a finalement décidé que cette interdiction ne serait pas reconduite après 2022, rendant de nouveau possible l'élevage de visons à compter du 1^{er} janvier 2023. La grande majorité des

éleveurs de visons ont cependant déjà demandé une indemnité de démantèlement, et ne prévoient ainsi pas de rétablir leur production. Le Danemark était auparavant le premier producteur mondial de peaux de vison.

Finlande

La Finlande pourrait entrer en récession l'année prochaine. Alors qu'en 2022, la croissance oscillerait entre 2% et 2,2%, la Banque de Finlande et l'institut de recherche économique Etila prévoient une croissance économique nulle voire négative en 2023 (-0,3%, selon la Banque de Finlande). La croissance sera notamment freinée par l'inflation qui atteindrait 7% en 2022 et 4,3% en 2023, selon la Banque de Finlande (Etila prévoit une inflation à 6,8% en 2022 et de près de 4% l'année prochaine).

Le gouvernement présente des mesures de soutien aux ménages face à la hausse des prix de l'électricité. Le projet du gouvernement contient une mesure d'allègement de la fiscalité sur l'électricité qui sera présentée au Parlement la semaine prochaine, ainsi qu'une mesure de soutien aux foyers à faibles revenus, présentée au Parlement quinze jours plus tard. La première mesure prévoit un allègement fiscal de 60% pour les factures d'électricité dont le montant cumulé, sur les quatre mois de janvier à avril 2023, dépasseraient les 2000€, dans une limite de 6000€. L'allègement ne s'appliquerait qu'à la partie du montant comprise entre 2000 et 6000€, de sorte que l'allègement fiscal maximal atteigne 2400€. Cette disposition ne concerne que le chauffage électrique de la résidence principale. La deuxième mesure prévoit le versement d'une aide mensuelle de janvier à avril 2023, pouvant aller jusqu'à 660€, aux foyers à faibles revenus dont la facture d'électricité dépasserait les 400€/mois. De ce fait, le versement cumulé sur les quatre mois serait au maximum de 2 640€. Selon le ministre de l'Économie, Mika Lintilä, le coût de ces aides pour l'État est estimé à 800 M€ environ.

Le groupe Fortum trouve un accord avec le gouvernement allemand sur la nationalisation d'Uniper. Le groupe Fortum (détenu à 50,8% par l'État finlandais), actionnaire majoritaire de l'entreprise Uniper, a confirmé avoir trouvé un accord avec l'État allemand, afin que celui-ci prenne le contrôle d'environ 99% des parts d'Uniper. Cet accord remplace le plan de sauvetage dévoilé en juillet dernier, qui prévoyait que Berlin prenne 30% de participation dans Uniper (premier importateur de gaz d'Allemagne). Selon les termes de l'accord, l'État allemand achètera l'ensemble des actions de Fortum dans Uniper pour un total de 500 M€ (soit 1,70€ par action). L'État allemand procédera, en outre, à une augmentation de capital de 8 Mds€, permettant de rembourser un prêt et des garanties d'un montant total similaire, que Fortum avait accordés à sa filiale.

L'OCDE fait des recommandations sur le système éducatif finlandais. L'OCDE a évalué le programme de compétence et d'égalité pour l'éducation mis en place par le ministère de l'Éducation finlandais. L'OCDE en a tiré un certain nombre de conclusions et a présenté des solutions pour élever le niveau de compétence et réduire les inégalités scolaires. Celles-ci tiennent notamment à la réforme du financement de l'éducation, l'augmentation du taux d'inscription à l'éducation de la petite enfance (l'équivalent de la maternelle en France), ainsi qu'au renforcement du principe de l'école de quartier afin d'éviter les disparités territoriales dans l'accès aux compétences. Le rapport d'évaluation de l'OCDE a été publié le 29 septembre.

Islande

L'inflation ralentit en glissement annuel. Elle atteint 9,3% en septembre, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport au mois d'août (9,7% en glissement annuel), après un pic atteint en juillet (9,9% en glissement annuel).

Le déficit des administrations publiques atteint 10,7 % du PIB au deuxième trimestre de 2022. Au deuxième trimestre 2022, le solde financier des administrations publiques (qui concernent le gouvernement central, les fonds de sécurité sociale et les gouvernements locaux) est estimé à -97,7 Mds ISK (-692,7 M€), soit un déficit équivalent à 10,7 % du PIB trimestriel.

Le taux de chômage s'est établi à 3,9% en août 2022, selon les chiffres de l'enquête islandaise sur les forces de travail. On dénombre 218 900 individus actifs (âgés de 16 à 74 ans) sur le marché du travail en août 2022, ce qui équivaut à un taux d'activité de 80,2%. Par rapport au mois d'août 2021, le chômage a diminué de 1,3 point de pourcentage, tandis que le taux d'emploi a augmenté de 1,2 point de pourcentage.

Íslandsbanki prévoit 7,3% de croissance économique en 2022, soit le plus fort taux de croissance enregistré depuis 15 ans. Íslandsbanki a ainsi revu ses prévisions de croissance à la hausse par rapport à celles de mai dernier qui prévoient 5% de croissance pour 2022. Pour rappel, le PIB a diminué de 6,8% en 2020, et a augmenté de 4,4 % l'année dernière.

Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 3% l'an dernier en Islande entre 2020 et 2021 (hors LULUCF), juste en dessous des quotas alloués pour 2021 selon les calculs préliminaires de l'Agence islandaise de l'environnement. Cette augmentation est due à la reprise économique après la pandémie de COVID-19. La plus forte augmentation concerne les émissions des vols internationaux (+58%), des navires de pêche (+13%), du transport routier (+4%) et de la production métallurgique (+4%). En revanche, les émissions ont diminué de 1,3% dans l'agriculture (moins de moutons) et de 15% pour la production de gaz fluorés.

Le marché immobilier semble se stabiliser. Selon le dernier rapport mensuel de l'agence pour l'infrastructure et le logement, les indicateurs montrent que le marché immobilier ralentit. Dans la capitale, plus de 1 060 maisons sont à vendre contre 700 en juillet (+52%). De plus, le nombre de logements vendus à un prix supérieur au prix demandé a diminué d'environ 10 % dans la capitale au mois de juillet par rapport au mois précédent. Pour la première fois depuis 2019, une baisse de l'indice des prix mensuel des logements (de 0,4%) a été enregistrée.

L'Autorité de la concurrence autorise l'achat de Mila par Ardian. Siminn (opérateur télécom islandais) et Ardian (fonds d'investissement français) ont obtenu l'accord de l'autorité de la concurrence islandaise pour la vente de 100% des actions de Míla annoncée le 23 octobre 2021. Afin de répondre aux exigences de l'autorité de la concurrence, les deux parties ont apporté des modifications au contrat initial et ont revu le prix de vente à la baisse, soit 69,5 Mds ISK (492,7 M€) contre 78 Mds ISK (519 M€) initialement.

Norvège

La classe politique norvégienne est partagée sur le rythme de hausse des taux directeurs.

Le 22 septembre, la Banque de Norvège a annoncé une hausse des taux directeurs de 0,5 point à 2,25%, un niveau au plus haut depuis 2011. Il s'agit de la troisième hausse consécutive d'un demi-point. De nouvelles annonces sont attendues en novembre. La Banque centrale entend atteindre un niveau de 3% cet hiver. Le Parti socialiste de gauche s'inquiète des conséquences sur l'économie des ménages, déjà affectée par l'inflation et les cours élevés de l'énergie. A droite, les conservateurs appellent à « réduire et mieux cibler les dépenses publiques ». La gouverneure de la banque, Ida Wolden Bache, souligne que « l'objectif global est d'assurer une inflation faible et stable ».

Le gouvernement présente un premier paquet de mesures de soutien aux entreprises.

Présenté aux partenaires sociaux le 16 septembre et au Parlement le 19 septembre, le projet de plan gouvernemental de soutien aux entreprises prévoit 4,4 Mds d'euros pour prendre en charge 25% des coûts de l'électricité au-dessus de 70 øre/kWh (soit 70 euros/MWh) et jusqu'à 45% pour les entreprises économisant de l'énergie ou investissant dans la sobriété. 50% des investissements dans l'efficacité énergétique pourront être couverts par l'agence ENØK. Un plafond d'aide de 350 000 € est prévu pour chaque entreprise. En outre, l'Etat garantira à 90% les prêts bancaires d'urgence aux entreprises connaissant une crise de liquidités en raison des prix élevés de l'électricité. De nouvelles propositions devraient être présentées par le Gouvernement le 30 septembre. Le projet de budget qui sera présenté au Storting le 6 octobre intègrera ces éléments.

Jonas Gahr Støre présente les projets climatiques d'Equinor à New York.

Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a présenté récemment les investissements norvégiens dans l'éolien offshore lors de la Semaine du climat de New York. Equinor alimentera près de 2 millions de foyers américains en électricité à partir d'énergie

éolienne offshore et sera le plus grand développeur éolien offshore de New York. Le projet est une collaboration avec des partenaires locaux et internationaux.

Le 4ème paquet énergie de l'UE suscite des désaccords au sein de la coalition gouvernementale.

Deux députés du Parti du Centre (parti agrarien et populiste) ont récemment menacé de quitter la coalition gouvernementale qui les lie au Parti travailliste si le quatrième paquet européen sur l'énergie était adopté. Ils ont reçu le soutien du président de leur parti, le ministre des Finances Trygve Slagsvold Vedum qui a souligné qu'il en allait de la souveraineté norvégienne sur l'énergie. Le Parti conservateur a, quant à lui, mis en garde contre le rejet du texte, qui serait contre-productif pour la transition énergétique et pour les exportations d'énergie du royaume. Les Verts redoutent que le Premier ministre travailliste Jonas Gahr Støre ne cède face aux centristes en dépit de l'urgence de la crise climatique et énergétique.

Le fonds souverain norvégien vise un objectif de « zéro émission nette » pour chaque entreprise de son portefeuille à l'horizon 2050.

Le directeur général du Fonds souverain norvégien Nicolai Tangen a présenté le 18 septembre la nouvelle stratégie climatique de l'institution. L'objectif affiché par le plus grand fonds souverain au monde, en charge de la gestion de 1200 Mds€ d'actifs, est la neutralité climatique de toutes les entreprises dans lesquelles le fonds est présent d'ici 2050, conformément à l'accord de Paris et à l'objectif fixé par le Storting cette année. Pour ce faire, le fonds incitera ces entreprises à s'engager dans la transition verte, et il se retirera des groupes qui ne font pas le nécessaire pour atteindre ce but. Des évaluations seront régulièrement publiées par le fonds souverain et ses investissements dans les énergies renouvelables seront revus à la hausse. Le Fonds souverain norvégien est actuellement présent dans 70 pays et 9000 entreprises. 174 d'entre elles représentent 70% des émissions de son portefeuille.

La Norvège exporte toujours plus de gaz vers l'UE mais hésite sur l'exportation de son hydroélectricité en période de sécheresse.

Le ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie Terje Aasland s'est rendu à Szczecin en Pologne le 27 septembre pour l'inauguration du gazoduc Baltic Pipe qui sera relié à une infrastructure existante entre le Danemark et la Norvège avec une capacité de transport annuel de 10 milliards de m³ de gaz. Les Premiers ministres Mateusz Morawieck (Pologne) et Mette Frederiksen (Danemark) étaient présents. En outre, un contrat gazier entre Equinor et le groupe pétrolier polonais PGNIC vient d'être conclu sur la livraison de 2,4 Mds de m³ de gaz par an pendant dix ans, via le gazoduc Baltic Pipe. Ce gaz sera vendu aux prix du marché et couvrira 15% des besoins de la Pologne.

Sur le marché de l'électricité national, d'après les estimations de l'organisation patronale *Energi Norge*, l'État norvégien devrait percevoir des recettes exceptionnelles de 70 Mds de NOK (7 Mds d'euros) grâce aux cours historiquement élevés de l'électricité. Le gouvernement prévoit de réallouer une partie de cet argent sous forme d'aides aux particuliers et de subventions aux entreprises en 2022. Mais des tensions apparaissent en raison des sécheresses. Selon l'UE, la Norvège ne peut pas restreindre ses exportations d'électricité vers le marché européen pour préserver sa propre consommation. Le ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie poursuit néanmoins sa réflexion sur un mécanisme qui permettrait de réduire les exportations en deçà d'un certain niveau de remplissage des réserves hydrauliques. Ce dispositif pourrait entrer en vigueur à l'hiver 2023.

La couverture à haut débit de l'Arctique sera bientôt en place.

A l'automne prochain, deux satellites seront envoyés dans l'espace pour offrir pour la première fois une couverture à haute débit dans tout l'Arctique circumpolaire. L'entreprise *Arctic Satellite Broadband Mission (ASBM)* est l'initiative de la société d'État norvégienne Space Norway. Le lancement aura lieu sur la côte ouest des États-Unis sous les auspices de la société SpaceX d'Elon Musk. « Le Grand Nord a longtemps été désigné par les gouvernements comme la zone prioritaire stratégique la plus importante de la Norvège. Ce projet contribue à montrer que la Norvège prend au sérieux sa politique du Grand Nord », a déclaré Kjell-Ove Orderud Skare, directeur de programme de l'ASBM dans *Space Norway*.

Suède

La Riksbank relève son taux directeur de 100 points de base face à l'inflation.

Mardi 20 Septembre, la Banque centrale suédoise a décidé de porter son taux directeur à 1,75% ; Il s'agit de la plus importante augmentation depuis 1994. Dans le même temps, la Riksbank relève ses prévisions de hausse du taux directeur, qui devrait atteindre 2,5% en 2023 et 2024. Dans ce contexte, l'Institut national de la Conjoncture (KI) estime que l'économie suédoise devrait entrer en récession en 2023 suite à une baisse de la consommation des ménages et de la demande extérieure.

La SEK se déprécie fortement face au dollar, et par rapport à l'Euro.

Depuis le 1er janvier 2022, l'Euro s'est apprécié de près de 6,5% par rapport à la SEK (au 28 septembre 2022) et de près de 30% en 10 ans. L'appréciation du USD atteint, pour sa part, 26% depuis le début de l'année et également 30% depuis 10 ans. La dépréciation de la couronne s'accélère dans un environnement économique national et international de plus en plus incertain.

Le projet « Icebreaker » de la Banque de Suède.

La Riksbank, en collaboration avec les banques centrales d'Israël, de Norvège et le centre nordique du Hub de la Banque des règlements internationaux (BRI), lance le projet Icebreaker. L'objectif est de tester la faisabilité technique de l'interconnexion des systèmes monétaires numériques des banques centrales des différents pays. Le modèle testé devrait permettre d'effectuer des paiements numériques instantanés en monnaie de banque centrale entre les pays, à des coûts nettement inférieurs à ceux des systèmes existants. Le projet se poursuivra jusqu'à la fin de l'année et un rapport final sera publié au premier trimestre 2023.

L'indice des prix à la production en forte hausse.

L'IPP a augmenté de 3,3 % en août par rapport à juillet 2022 et de 22% par rapport à août 2021 (20,4 % en juillet).

Le moral des ménages se dégrade fortement.

Selon le dernier baromètre de l'Institut national de la Conjoncture (KI), l'indicateur global économique a fortement reculé, passant de 97,2 en août à 90,8 en septembre, soit largement en-dessous de sa moyenne de longue durée (100). Si le pessimisme s'est généralisé dans toute l'économie, cette dégradation provient surtout des attentes des ménages concernant leur situation financière à 12 mois (détérioration de 52,3 à 41,2 depuis août ; moyenne de longue durée à 50). Cette dégradation en Suède est globalement en ligne avec celle perçue dans les autres pays de l'UE.

Les finances des régions sont solides.

En dépit de coûts croissants, les finances des 21 régions affichent un excédent total de 13,8 Mds de SEK (1,4 Md€) en 2021. Cette solidité financière s'explique en partie grâce aux subventions et remboursements perçus par l'Etat durant la pandémie. Le niveau de 2021 reste toutefois inférieur au résultat de 2020 (21,5 Mds de SEK, soit 2,2 Md€), mais largement supérieur à celui de 2019 (5,3 Mds SEK, soit 530M€), à savoir l'année de référence avant la pandémie.

Le contexte économique s'améliore pour les exploitants agricoles suédois.

Selon la dernière enquête de la fédération agricole suédoise LRF, les agriculteurs suédois et les pêcheurs estiment que leur situation économique évolue favorablement, notamment grâce à l'introduction des aides de crises (320 M€ en 2022) pour faire face à la hausse des coûts des intrants et de l'énergie. Les niveaux élevés des prix de la viande et de la production fourragère contribuent aussi à renforcer les marges des éleveurs. S'agissant de la production végétale, la bonne récolte 2022 et les prix élevés des céréales liés au conflit en Ukraine se traduisent par des bénéfices nets en hausse, en dépit de l'augmentation des prix de l'énergie et des engrais. De manière générale, les exploitants restent toutefois inquiets s'agissant de l'évolution des prix de l'énergie et des intrants. Selon LRF, leur surcoût pour les exploitants a déjà été de plus de 1 Md€ en 2022, dont plus de 0,4 Md€

est lié à la hausse des prix des engrais (importés majoritairement de Russie et de Biélorussie avant le conflit).

Storytel intensifie sa présence sur le marché français. Le spécialiste suédois des livres audio, Storytel, vient de signer des partenariats avec les éditeurs français, Hachette (Fayard, Grasset), Editis (Julliard, Plon), Madrigall (Gallimard, Flammarion) et Actes Sud pour créer des nouvelles opportunités d'expansion. Storytel propose depuis le 27 septembre des services d'abonnements depuis son catalogue de 7 700 titres audio en français (et 150 000 livres audio en anglais) pour répondre directement à la demande de la clientèle française. Ainsi, Storytel se positionne comme un véritable concurrent de Nextory et de Audible (Amazon).

Le groupe Arlandastad obtient un financement de 7,5 M€ pour l'aéroport de Stockholm Skavsta. Dans un communiqué de presse, l'entreprise immobilière a annoncé que ce financement, qui contribuera à « renforcer [...] la trésorerie » de Stockholm Skavsta Airport AB, a été obtenu auprès Sörmlands Sparbank dans le cadre d'un prêt d'une durée de quatre ans. Pour mémoire, le groupe Arlandastad avait racheté en mai dernier 90,1% des parts de l'aéroport de Stockholm Skavsta à Vinci Airports, les parts restantes étant détenues par la municipalité de Nyköping.

H&M, plombé par son désengagement de Russie, lance un plan d'économies.

Le géant suédois de l'habillement a enregistré une chute de 89% de son bénéfice net au troisième semestre, plombé par une provision liée à son désengagement progressif de Russie. Le numéro 2 mondial du secteur a annoncé un nouveau plan visant des économies annuelles de 2 Mds de SEK (200 M€). H&M prévoit 165 fermetures nettes hors Russie, Bélarus et Ukraine pour 2022.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9
Danemark	0,3	2,4	1,3	2,5	4,9	-1,1	0,9
Finlande	-0,2	1,6	0,9	0,7	3,0	0,5	1,0
Norvège ¹	0,0	0,6	4,0	0,1	3,9	-0,9	0,7
dont PIB continental	-0,6	0,7	2,9	1,5	4,1	-0,4	0,7
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

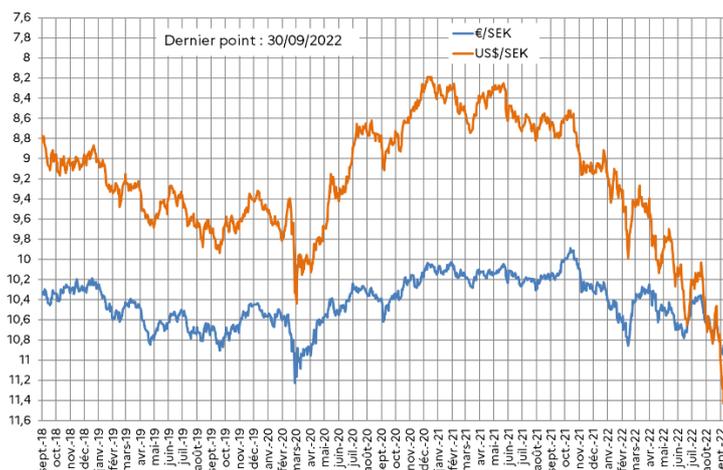
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4
Danemark	0,7	1,7	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4
Finlande	1,1	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9

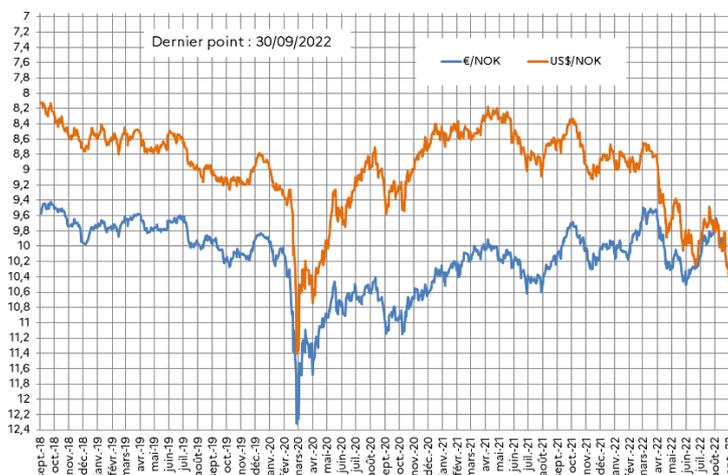
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international